

# REPORTERS SANS FRONTIERES

## POUR LA LIBERTE DE LA PRESSE

### LES PREDATEURS DE LA LIBERTE DE LA PRESSE 2010

Derrière les violations de la liberté de la presse se cachent des responsables et des commanditaires. Qu'ils soient président, ministre, chef d'état-major, chef religieux ou leader d'un groupe armé, ces prédateurs de la liberté de la presse ont le pouvoir de censurer, d'emprisonner, d'enlever, de torturer et, dans les pires des cas, d'assassiner des journalistes. Pour mieux les dénoncer, Reporters sans frontières dresse leurs portraits et rend compte de leurs pratiques.

#### AFRIQUE

---

##### Erythrée

##### 1 - Issaias Afeworki

##### Président de la République

La République d'Erythrée a la particularité d'être la plus jeune d'Afrique, mais aussi d'avoir à sa tête le dictateur le plus impitoyable du continent. L'ancien chef rebelle, hier héros de la libération, ne cache pas son penchant pour le totalitarisme. Pour lui, la souveraineté du pays a un prix. Les libertés sont officiellement "suspendues" depuis 2001, après que des voix se sont élevées au sein du parti unique pour réclamer plus de démocratie. Toute velléité de contestation est une atteinte à la "sécurité nationale". La presse privée n'existe plus. Ne subsistent que les médias d'Etat, dont la ligne éditoriale est digne de l'époque soviétique. Ce territoire bordé par la mer Rouge, dirigé d'une main de fer par une petite clique ultranationaliste rassemblée autour du chef de l'Etat, est devenu, en quelques années, une véritable prison à ciel ouvert, la plus grande d'Afrique pour les journalistes. Une trentaine d'entre eux environ sont enfermés dans l'un des 314 centres de détention que compte le

pays. Quatre n'ont pas survécu à des conditions de détention d'une cruauté inouïe. D'autres ont littéralement disparu. Mais lorsque Issaias Afewerki est interrogé sur le sort des journalistes emprisonnés, il répond, comme en mai 2008 sur la chaîne *Al-Jazira* : "Il n'y en a jamais eu. Il n'y en a pas. Vous êtes mal informés."

## **Gambie**

### **2 -Yahya Jammeh**

#### **Président de la République**

Guérisseur, médecin ayant percé le mystère du sida, de l'obésité et de l'érection, Yahya Jammeh a tout du dictateur délirant, imprévisible et violent... Il a promis de couper la tête aux homosexuels pour nettoyer la société gambienne. Il se dit prêt à tuer quiconque cherche à déstabiliser le pays, en premier lieu les défenseurs des droits de l'homme, ces empêcheurs de tourner en rond : « Si vous êtes affiliés à des mouvements de défense des droits de l'homme, soyez assurés que votre sécurité n'est pas garantie (...) Nous sommes prêts à tuer les saboteurs. » A bon entendeur... Certains pensent que le dictateur s'enfoncé lentement dans la paranoïa, comme semble le montrer l'arrestation récente d'une dizaine de ses proches pour tentative de putsch. L'affaire non résolue Deyda Hydar, ancien correspondant de l'*AFP* et directeur du trihebdomadaire *The Point*, abattu dans la rue en 2004, continue d'alimenter le face à face entre la presse indépendante et le régime. L'Union de la presse gambienne (GPU) a eu le courage d'adresser au chef de l'Etat en 2009 une lettre lui demandant de reconnaître l'implication du gouvernement dans cet assassinat. Réponse : six professionnels condamnés à deux ans de prison pour « diffamation » et « sédition » ; et une grâce après un mois de détention. Car Yahya Jammeh sait faire preuve de mansuétude. La plupart du temps, toutefois, pas besoin de chef d'inculpation pour enfermer les journalistes. Chief Ebrima Manneh, journaliste au *Daily Observer*, arrêté en 2006 sans chef d'inculpation, disparu depuis, serait même mort en prison en 2008.

## **Guinée équatoriale**

### **3 - Teodoro Obiang Nguema**

#### **Président de la République**

Les années passent, mais rien ne change dans le "Koweït de l'Afrique", royaume immobile d'un président que la radio nationale présente comme le "Dieu de la Guinée équatoriale". Fin 2009, Teodoro Obiang Nguema a été réélu chef de l'Etat avec pas moins de 96,7% des voix, au terme d'une élection présidentielle que plusieurs médias internationaux, comme le quotidien espagnol *El País*, ont été empêchés de couvrir. Teodoro Obiang Nguema garde un contrôle absolu sur ce petit pays pétrolier du golfe de Guinée. La presse privée est en effet limitée à quelques titres. Le pays ne compte ni syndicat ni association de défense des journalistes. Enfin, la mainmise sur l'économie du pays par le chef de l'Etat et sa famille est accompagnée par un culte de la personnalité écrasant. La presse étrangère ne compte qu'un seul et unique correspondant, étroitement surveillé. Malgré cela, les autorités continuent d'affirmer que l'absence de pluralisme s'explique par la pauvreté et que les scores importants que réalise le chef de l'Etat lors des élections "sont le résultat de l'acceptation de sa politique".

## **Nigeria**

### **4 - Ogbonna Onovo**

#### **Inspecteur général de la police nationale**

Près d'une vingtaine d'exactions contre les journalistes pendant le premier trimestre en 2010 ; 58 en 2009. Beau record. Toutes ces violences ne sont pas le fait de la police, certes, mais une grande partie oui. Le Nigeria est un des pays les plus violents contre les journalistes et la police nationale, dirigée par Ogbonna Onovo, a sa part de responsabilité. Au Nigeria, les policiers jouissent d'une impunité totale, même quand les exactions sont très bien documentées. Les attaques peuvent survenir pendant des opérations policières quand les agents des forces de l'ordre, s'agaçant des témoins, s'en prennent aux journalistes venus faire des reportages. Menaces verbales, passages à tabac, perquisitions vexatoires, confiscations de matériel, etc. Pas de ligne de conduite politique, pas d'instrumentalisation par un pouvoir, non, juste une police bête et méchante qui fait son travail avec beaucoup de zèle. Derrière ces faits, un responsable : Ogbonna Onovo, inspecteur général de la police nationale, au faite d'une belle carrière. Distinctions, honneurs, officier de l'Ordre du Niger, en l'occurrence pour ses « incroyables accomplissements ». Il peut maintenant se prévaloir d'une récompense de plus, celle de « prédateur de la presse » par Reporters sans frontières.

## **Rwanda**

### **5 - Paul Kagame**

#### **Président de la République**

Une silhouette tout en longueur, des petites lunettes d'intellectuel, des costumes soignés. Le physique lisse de Paul Kagame évoque plus l'homme politique moderne que l'ancien chef de guerre qu'il a été et son rôle trouble dans l'histoire de son pays. Président depuis 2000, le processus de réconciliation enclenché par l'Etat suite au génocide de 1994 lui sert largement à asseoir son pouvoir et à neutraliser l'opposition. Kagame ne tolère aucune question embarrassante lors de ses conférences de presse, dénigre régulièrement les journalistes et qualifie les médias critiques de "*Radio Mille Collines*". Chaque année, plusieurs journalistes rwandais choisissent l'exil, jugeant le climat dans leur pays irrespirable. Le président Kagame n'en a cure : pour lui, ces journalistes sont des "mercenaires" et des "clochards". La *BBC* a été interdite de diffusion l'année dernière suite à une émission revenant sur le génocide et s'écartant de la ligne officielle. Les journaux *Umuseso*, bête noire du régime, et *Umuvugizi* sont régulièrement inquiétés pour leur ligne éditoriale et leurs responsables poursuivis en justice. Les deux publications ont été suspendues pour six mois lors de l'élection présidentielle de 2010. Diffamation, immixtion dans la vie privée, offense à la personne du président de la République, ce genre de mobiles est utilisé à tour de bras par le ministère de l'Information ou le Haut Conseil des médias, son antenne de régulation fort peu indépendante. Cerise sur le gâteau, le capital de départ exorbitant désormais exigé pour la création d'un média (41000 euros, par exemple, pour le lancement d'un journal écrit), moyen efficace de freiner la diversification du marché de la presse.

## **Somalie**

### **6 - Milices islamistes armées**

#### **Al-Shabaab, Hizb-Al-Islam**

Epuisée par vingt ans de guerre, la Somalie ne connaît décidément aucun répit. Les insurgés islamistes, dans le passé unis contre les troupes éthiopiennes et maintenant perdus dans les

rivalités et les contradictions, n'ont fait qu'ajouter au chaos en menant, depuis 2009, une guerre de harcèlement contre le fragile gouvernement de transition. Porteurs d'un islam rigoriste, ils interdisent le cinéma, les jeux vidéo et la musique sur les stations de radio. Parmi eux, Al-Shabaab (« la jeunesse ») émerge comme le groupe le plus important et le plus structuré. Il mène une campagne de terreur et d'assassinats ciblés visant les membres les plus éminents de la société civile, coupables de servir les intérêts des "Croisés", les Occidentaux. Des dizaines d'enseignants, d'universitaires, d'hommes politiques ont été tués. Des journalistes également, qui sont par nature des ennemis. En 2009, neuf d'entre eux ont été victimes du conflit ou directement pris pour cibles par les milices, toutes factions confondues. En l'espace de quelques mois, *Radio Shabelle* a payé un lourd tribut perdant son directeur, **Mukhtar Mohamed Hirabe**, et trois journalistes. D'autres membres de la rédaction ont préféré fuir le pays. Al-Shabaab contrôle une grande partie du territoire, possède ses propres prisons, procède à des arrestations et exécute des peines. Il impose des directives aux journalistes pour couvrir l'actualité. En mai 2008, le groupe a tenté d'assassiner **Bisharo Mohammed Waeyes**, dernière femme à exercer publiquement le métier de journaliste au Puntland, indépendante et ne portant pas le voile. Tout un symbole.

## **Swaziland**

### **7 - Mswati III**

#### **Roi du Swaziland**

40% de la population atteinte du sida, un taux de pauvreté qui augmente en flèche, aucune économie viable, des investisseurs étrangers qui ont jeté l'éponge. Le Swaziland connaît un véritable processus d'autodestruction. Il y a derrière cette déroute un responsable : le roi Mswati III. Pas de gestion, pas de vision, ce monarque absolu use et abuse de ses droits régaliens. Qu'aucune tête ne dépasse ! les partis politiques sont interdits et à quoi serviraient-ils dans un pays qui n'a jamais connu d'élections démocratiques ! La presse publique diffuse uniquement des informations contrôlées et validées par le ministère de l'Information. Les journaux indépendants ont d'énormes difficultés à accéder à l'information officielle. L'autocensure est généralisée, la critique inimaginable. Les autorités rappellent régulièrement à la presse la conduite à tenir, comme en novembre 2008, lorsque le ministre de la Justice a menacé les journalistes qui critiqueraient le gouvernement d'être immédiatement "accusés de soutenir le terrorisme et arrêtés". En janvier 2009, après une série d'articles iconoclastes, un journaliste du *Times of Swaziland*, seul journal privé du pays, a été contraint de présenter des excuses publiques au roi.

## **Zimbabwe**

### **8 - Robert Mugabe**

#### **Président de la République**

Le chef de l'Etat zimbabwéen a certes déclaré, début mars 2010, que le Zimbabwe Media Council, organisme chargé de délivrer aux journaux leurs licences, devait ouvrir le secteur des médias. Mais ses paroles ne trompent pas grand monde. Dans les faits, Robert Mugabe freine des quatre fers, empêche le gouvernement d'union nationale de fonctionner convenablement, veille à ce que la presse indépendante ne puisse s'exprimer librement, et assure, avec son entourage, un contrôle strict sur la presse d'Etat. Suite aux difficultés électorales rencontrées par son gouvernement en 2008, Robert Mugabe a décidé de donner un nouveau tour de vis. Des rédacteurs en chef ont été placés sous surveillance électronique afin de mesurer leur fidélité au parti, et des militants de l'opposition ont été enlevés et jugés,

au cours de procès grotesques, pour "complot terroriste visant à renverser le président Robert Mugabe". Le chef de l'Etat, pourtant salué comme un "libérateur" à sa prise de pouvoir dans les années 1980, assume pleinement les arrestations arbitraires et le harcèlement dont sont victimes la plupart des professionnels de l'information. En 2002, il a été l'artisan de la loi sur "la protection de la vie privée et l'accès à l'information" (AIPPA), laquelle avait pour unique but de venir à bout de la presse indépendante, notamment *The Daily News*, le quotidien le plus lu du pays à l'époque. Si aujourd'hui le peuple zimbabwéen est privé de quotidiens et de radios indépendants, c'est à son Président qu'il le doit.

## **AMERIQUE LATINE**

---

### **Colombie**

#### **9 - « Aigles noirs », groupe paramilitaire**

Milices d'extrême droite destinées à suppléer l'armée dans sa lutte contre les guérillas d'extrême gauche, les Autodéfenses unies de Colombie (AUC), officiellement démobilisées depuis 2006, sont loin d'avoir rendu les armes. De 2003 à 2006, un vaste plan de désengagement des paramilitaires s'est soldé par la démobilisation de 30 000 combattants des AUC en échange d'une large impunité. En majorité, les intéressés se sont reconvertis dans le meurtre sous contrat et le narcotrafic, mais 5 000 à 8 000 d'entre eux auraient repris leurs activités paramilitaires au sein d'une vingtaine de groupes présents dans douze départements. Parmi les plus redoutés, les « Aigles noirs » continuent de semer la terreur, poussant les journalistes à l'autocensure ou à l'exil, quand ils ne recourent pas à l'assassinat. Depuis la fin de l'année 2006, ce commando multiplie les intimidations et les violences contre la presse de la côte caraïbe. Les menaces de mort adressées à des journalistes parfois connus et en délicatesse avec le gouvernement d'Alvaro Uribe portent souvent la signature des « Aigles noirs ».

### **Colombie**

#### **10 – FARC, Forces armées révolutionnaires de Colombie**

Guérilla fondée en 1964, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) contrôlaient près de 30 % du territoire colombien. Depuis longtemps, les méthodes mafieuses ont pris le pas sur la lutte idéologique au sein d'une organisation aujourd'hui réduite à quelque 8 000 combattants et privée en 2008 de deux de ses chefs historiques : Raúl Reyes, abattu par l'armée le 1<sup>er</sup> mars en territoire équatorien, et Manuel Marulanda alias "Tirofijo" ("Dans le mille"), apparemment décédé de mort naturelle trois semaines plus tard. Spécialisées dans le racket, la séquestration - 45 personnes ont été exécutées en 2006 faute de rançon - et le narcotrafic, les FARC bataillent également sur le terrain de l'information. Elles ont été à l'origine d'une cinquantaine d'enlèvements de journalistes depuis 1997 et rendent quasiment impossible le travail de la presse dans les régions qu'elles contrôlent. Bien que très affaiblie, la guérilla a également mené plusieurs campagnes de sabotage d'antennes de médias audiovisuels réputés hostiles.

## **Cuba**

### **11 - Raúl Castro**

#### **Président du Conseil d'Etat et du Conseil des ministres**

En congé du pouvoir depuis le 26 juillet 2006 en raison d'une lourde opération chirurgicale, Fidel Castro a cédé les rênes du pouvoir à son frère Raúl cinq jours plus tard. Malgré quelques timides signes d'ouverture, l'ancien ministre de la Défense, qui assume officiellement la présidence du Conseil d'État depuis le 24 février 2008, ne se comporte guère mieux que son aîné sur le terrain des droits de l'homme. La période dite de transition a été marquée par une multiplication des attaques contre la presse indépendante et les blogueurs : brutalités policières, convocations et perquisitions de la Sécurité de l'État (police politique), détentions de courte durée à plusieurs reprises, etc. Dix-neuf journalistes arrêtés lors du « Printemps noir » de mars 2003 continuent de purger des peines comprises entre 14 et 27 ans de prison dans des conditions inhumaines et un vingtième est détenu depuis 2005 sans avoir été condamné. Cinq ont été envoyés derrière les barreaux depuis que Raúl Castro assume la présidence. Avec 25 détenus, Cuba se classe parmi les premières prisons du monde pour les journalistes juste après la Chine et l'Iran.

## **Mexique**

### **12 - Cartels de Sinaloa, du Golfe et de Juárez**

Depuis la fin des années 90, une demi-douzaine de cartels se livrent une guerre sans merci pour le contrôle de l'acheminement de la drogue dans les régions frontalières des Etats-Unis. Les narcotrafiquants n'hésitent pas à corrompre certains responsables politiques pour imposer leur loi. La situation, loin d'être circonscrite aux États frontaliers et côtiers, s'est encore aggravée avec l'offensive fédérale lancée juste après l'investiture du président Felipe Calderón, en décembre 2006. Police et armée portent également une lourde responsabilité dans les violations des droits de l'homme et les atteintes à la liberté d'expression. Depuis 2000, 62 journalistes ont été assassinés ; dix autres ont disparu depuis 2003. Plus de la moitié d'entre eux enquêtaient sur des affaires liées au narcotrafic. Aucun commanditaire de ces crimes n'a jamais été ni arrêté ni jugé. Le Mexique figure parmi les pays les plus dangereux du continent pour la profession.

## **ASIE**

---

### **Afghanistan, Pakistan**

#### **13 - Mollah Mohammad Omar**

##### **Chef des taliban**

Le mollah Omar, qui aime également à se définir comme le "Commandeur des croyants" et le "serviteur de l'islam", dirige les taliban afghans depuis 1994. Il peut compter aujourd'hui sur de larges soutiens au Pakistan. S'entourant de mystère et refusant de se faire photographier ou filmer, le mollah Omar ne connaît pas moins l'importance de la guerre médiatique. Ses porte-parole tentent d'occuper le champ de la presse, tandis que ses hommes de main menacent les correspondants locaux qui ne relaient pas sa propagande. Les taliban qui contrôlent de nombreux districts de l'Afghanistan recourent aux enlèvements

de journalistes, notamment pour tenter d'obtenir des rançons. Cette insécurité, qui favorise la domination des taliban sur la population, crée de véritables trous de l'information dans le sud et l'est de l'Afghanistan et dans l'ouest du Pakistan. Lorsqu'il a dirigé l'Emirat islamique d'Afghanistan de 1996 à 2001, le mollah Omar a successivement banni la musique, la télévision, Internet et toute forme de critique. A cette époque, l'unique radio ne diffusait que des émissions religieuses. Le chef incontesté des "étudiants en théologie" ne jure que par une application rigoureuse de la Charia. Il soutient la politique de terreur de ses alliés du Mouvement des taliban du Pakistan (TTP), qui a fait plus de 3200 morts dans le pays depuis septembre 2007. Les taliban ont notamment organisé un attentat-suicide contre le Club de la presse de Peshawar et l'assassinat d'au moins cinq journalistes pakistanais depuis le début de l'année 2009.

## **Birmanie**

### **14 - Than Shwe**

#### **Chef de la Junte**

Persuadé qu'il peut imposer à la Birmanie un système de "démocratie dirigée", Than Shwe, chef de la junte militaire depuis 1992, a décidé d'organiser des élections fin 2010. Mais le général refuse toute ouverture pour les médias et Internet, étroitement contrôlés par le Bureau de la censure militaire. Afin d'empêcher toute contestation des élections, il a également fait condamner à de lourdes peines de prison plusieurs dizaines de journalistes, blogueurs et militants des droits de l'homme, grâce à des juges à sa botte. Ainsi, le comédien et blogueur Zarganar a été condamné à 35 ans de prison pour s'être moqué du généralissime au pouvoir. Than Shwe, connu pour ses crises de paranoïa, a ordonné le transfert de la plupart des prisonniers d'opinion vers des prisons insalubres et éloignées de leurs familles. Le général peut compter sur l'armée pour imposer la peur. Ses sbires n'ont cessé de traquer les journalistes soupçonnés d'envoyer des images et des informations à l'étranger sur la situation catastrophique qui prévaut en Birmanie. Ainsi, Hla Hla Win, jeune vidéaste de la *Democratic Voice of Burma*, a été condamnée à vingt ans de prison après avoir réalisé un reportage dans un monastère. Et Than Shwe porte en horreur Internet depuis que des images du mariage fastueux de l'une de ses filles ont fait scandale sur la Toile. Reclus dans la nouvelle capitale, Naypyidaw, Than Shwe a commencé sa carrière militaire au sein du département de la guerre psychologique. Les Birmans n'entendent que très rarement sa voix, mais ils peuvent lire dans la presse officielle ses discours militaristes et haineux envers l'opposition démocratique, et notamment le Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi.

## **Chine**

### **15 - Hu Jintao**

#### **Président de la République**

Au nom de son programme de "société harmonieuse", Hu Jintao, président de la République et secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC), mobilise les forces de sécurité, notamment la cyberpolice, et le Département de la propagande pour empêcher l'émergence d'une presse libre. Même s'il affirme publiquement son attachement à la liberté de la presse, ce communiste conservateur limite régulièrement les libertés de la presse libérale et des dissidents. Ainsi, il a ordonné que les signataires du texte prodémocratique Charte 08 soient pourchassés : son principal artisan, l'intellectuel Liu Xiaobo, a été condamné à onze ans de prison. Et plus d'une centaine de signataires ont été harcelés. Le Tibet, où Hu Jintao a été

chef du PCC dans les années 1980, n'est accessible à la presse étrangère qu'avec un permis spécial, très difficile à obtenir. Le président y a envoyé les éléments les plus durs du Parti communiste pour mater la contestation qui s'est manifestée en mars 2008. Plus de 50 Tibétains ont depuis été arrêtés pour avoir envoyé des informations ou des images de la situation dans la province. De même, Hu Jintao a ordonné une répression implacable à l'encontre des Ouighours du Xinjiang qui se sont révoltés en juillet 2009. Internet a été coupé pendant plusieurs mois tandis que la presse officielle était mobilisée contre les "séparatistes". Le contrôle de la presse voulu par Hu Jintao a notamment coûté la vie à des enfants, victimes du lait contaminé à la mélamine. Avant les JO de Pékin, les autorités avaient en effet interdit aux médias de révéler des scandales alimentaires. Et le président chinois refuse de faire libérer les "prisonniers olympiques", notamment Hu Jia, détenus dans des conditions difficiles pour avoir réclamé plus de démocratie en 2008.

## **Corée du Nord**

### **16 - Kim Jong-il**

#### **Secrétaire général du Parti du travail**

Depuis qu'il a été victime d'une attaque cérébrale en 2008, le tyran de Pyongyang apparaît moins souvent en public et il prépare l'un de ses fils à lui succéder. Pour cela, lui et son cercle familial continuent de maintenir les Nord-Coréens dans un isolement terrifiant. Le régime totalitaire qu'il dirige depuis la mort en 1994 de son père, Kim Il-sung, le "président éternel", s'est attaqué à l'utilisation "illégal" des rares téléphones portables. Comme nulle part ailleurs, les médias nord-coréens sont l'instrument privilégié du culte de la personnalité qui fait de Kim Jong-il et son père, Kim Il-sung, des "héros du socialisme". Paranoïaque et amoureux du luxe, Kim Jong-il a interdit aux médias de débattre de la famine qui a tué des millions de personnes dans les années 1990. Tous les jours, les activités du "cher leader", de son père ou de ses enfants, font l'ouverture des journaux télévisés et la une des quotidiens. Une erreur orthographique sur son nom peut conduire son auteur dans l'un des camps de rééducation idéologique installés dans le pays. Depuis 2008, Kim Jong-il a ordonné aux forces de sécurité d'empêcher l'entrée sur le territoire nord-coréen depuis la Chine des cassettes vidéo, publications, téléphones ordinateurs et CD étrangers. Plusieurs personnes ont été exécutées pour avoir utilisé sans autorisation un téléphone portable. D'autres ont été envoyées dans des camps de concentration où sont détenus au moins 150 000 Nord-Coréens dans des conditions très difficiles, parfois pour avoir simplement écouté une radio basée à l'étranger. C'est dans un de ces camps que se trouverait le militaire qui avait réussi en 2006 à transmettre au Japon des images d'une exécution publique. Kim Jong-il a une autre obsession : les radios indépendantes et internationales qui diffusent des programmes à destination de la population de la Corée du Nord. Les médias de Pyongyang sont chargés de les menacer régulièrement, tandis que la police politique traque ceux qui seraient tentés de les écouter en cachette.

## **Laos**

### **17 - Choummaly Sayasone**

#### **Chef de l'Etat**

Président du Laos depuis 2006, Choummaly Sayasone continue de bloquer l'émergence d'une presse privée. Il peut compter sur la loyauté des responsables des médias, dont le journal du parti unique, *Paxaxon* (Peuple), qui se définit comme une "publication révolutionnaire élaborée par le peuple et pour le peuple". Le chef de l'Etat et les principaux

dirigeants du Parti populaire révolutionnaire lao sont omniprésents à la une des médias d'Etat, les seuls autorisés. Choummaly Sayasone a ordonné que les journalistes reprennent uniquement les dépêches de l'agence de presse officielle, *Khaosan Pathet Lao*, lorsqu'ils parlent de lui. En revanche, les autorités ne censurent pas Internet. Après le rapatriement forcé de milliers de Hmongs depuis la Thaïlande, les forces de sécurité ont empêché plusieurs journalistes étrangers d'accéder aux "camps" où ils ont été installés. Ancien ministre de la Défense, Choummaly Sayasone a refusé de gracier deux Hmongs emprisonnés depuis 2003 pour avoir servi de guides à deux reporters européens.

## Népal

### 18 - Groupes armés népalais

Dans le sud et l'est du pays, des groupes armés sèment la peur parmi les journalistes, plus particulièrement les correspondants des médias nationaux. Ainsi, les militants du Janatantrik Terai Mukti Morcha (JTMM) et du Madhesi Tiger Nepal (MTN) affichent dans les villes des listes de journalistes "recherchés", récompense à l'appui. Ces groupes qui prétendent défendre les intérêts des populations de la région du Teraï sont soupçonnés d'être derrière plusieurs assassinats et agressions, notamment celui d'Arun Singhaniya, propriétaire d'un journal et d'une radio influents, en mars 2010. Peu de temps auparavant, un responsable du Janatantrik Tarai Mukti Morcha menaçait de mort un journaliste à Birgunj. Plus de 80 agressions et menaces de mort ont été recensées en 2009 dans le Sud. De peur d'être visés, les médias basés dans le Teraï sont contraints à l'autocensure, en raison des menaces continues des groupes armés. D'autant plus que les militants interceptent régulièrement les véhicules de transport de presse pour détruire les journaux. En 2009, plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires du quotidien *Kantipur* ont été brûlés par ces groupes. Les maoïstes, censés avoir déposé les armes, continuent dans certaines régions à s'en prendre à la presse locale. En décembre 2009, la journaliste Teeka Bista a été retrouvée inconsciente dans un ravin près de Katmandou après avoir publié un article mettant en cause des militants maoïstes dans la mort d'un opposant politique. En position de force, les maoïstes profitent autant que les forces de sécurité de l'impunité. En 2009, deux suspects du meurtre en 2007 du journaliste Birendra Shah ont été promus au sein du Parti maoïste.

## Philippines

### 19 - Les milices privées

Ce sont bien des hommes en uniforme qui ont perpétré le plus grand massacre de journalistes jamais commis dans le monde. Le 23 novembre 2009, des policiers de la province de Maguindanao, sur l'île septentrionale de Mindanao, ont tué à bout portant trente journalistes qui accompagnaient le convoi d'une opposante locale. Ils répondaient aux ordres du fils du gouverneur et patriarche du clan Ampatuan, allié de la président Gloria Arroyo. Des membres de cette milice ont violé et torturé certaines victimes, avant de les enterrer dans des fosses communes. Des policiers, militaires ou miliciens sont impliqués dans la majorité de la centaine d'affaires de journalistes assassinés depuis le retour de la démocratie en 1986. Hommes de main de politiciens corrompus ou tueurs à gages, ils visent principalement des présentateurs de radios locales qui dérangent leurs commanditaires. Presque toujours le même modus operandi : deux hommes masqués circulant à moto abattent de sang froid un journaliste quand il sort de son travail. Pour quelques milliers de dollars, ils éliminent des voix trop critiques, et ce cycle de violence n'a jamais cessé tant la culture de l'impunité, et

notamment à Mindanao, est forte. Parfois, des assassins sont arrêtés et condamnés, comme ce fut le cas pour le policier Guillermo Wapile, condamné pour le meurtre du journaliste Edgar Damalerio en 2002. Mais ni les commanditaires ni les officiers qui l'ont couvert n'ont été inquiétés. Ses milices privées ont fait de l'île de Mindanao l'un des endroits les plus dangereux au monde pour les journalistes.

## **Sri Lanka**

### **20 - Gotabhaya Rajapakse Secrétaire d'Etat à la Défense**

Ouvertement hostile à la liberté de la presse, Gotabhaya Rajapakse, frère cadet du président sri-lankais et secrétaire d'Etat à la Défense, n'a pas cessé malgré la fin de la guerre civile, en mai 2009, de s'en prendre aux journalistes sri lankais et étrangers qui le dérangent.

Chaque fois qu'un journaliste est assassiné ou kidnappé, Gotabhaya Rajapakse met publiquement en cause sa crédibilité. Interviewé sur le sort du caricaturiste Prageeth Eknaligoda, disparu depuis janvier 2010, il répond : "Eknaligoda avait lui-même monté sa disparition. Nous ne savons même pas qui est Eknaligoda, ni ce qu'il a fait." Il avait déjà insulté la mémoire du célèbre directeur du Sunday Leader, Lasantha Wickrematunge, après son assassinat un an auparavant. Après l'élimination des séparatistes tamouls, le Président et son frère se sont retournés contre leur nouvel ennemi, Sarath Fonseka, candidat d'opposition. Ils ont ainsi ordonné l'arrestation du journaliste Ruwan Weerakoon, proche du général emprisonné. Tous les médias qui les ont critiqués pendant les campagnes électorales ont subi un sévère retour de bâton : deux directeurs de publication arrêtés, cinq sites d'informations fermés et plusieurs reporters harcelés. Tout cela pour le seul mois de janvier 2010. Sous l'influence de Gotabhaya Rajapakse, la presse gouvernementale a multiplié les attaques à l'encontre de la société civile. Des dizaines de salariés des médias d'Etat ont été licenciés, suspendus ou menacés pour avoir protesté contre le contrôle de la ligne éditoriale par les autorités lors des campagnes électorales. En effet, 96,7 % du temps d'antenne des deux principales chaînes d'Etat était favorable à son président de frère. Détenteur de la nationalité américaine, Gotabhaya Rajapakse a ouvertement regretté que son pays ait supprimé les peines de prison pour les délits de presse. Pour réparer cette "faiblesse", il a fait pression pour la restauration du Conseil de la presse qui peut prononcer des peines de prison contre des journalistes.

## **Viêt-Nam**

### **21 - Nong Duc Manh Secrétaire général du Parti communiste**

En préparation du prochain congrès du Parti communiste vietnamien qui se tiendra début 2011, Nong Duc Manh, chef de file des conservateurs, mène une offensive contre la presse libérale, les blogueurs et les écrivains dissidents. En quelques mois, il a fait distribuer près d'une centaine d'années de prison à des voix critiques à l'issue de procès iniques. A la tête du parti unique depuis 2001, Nong Duc Manh a attendu le dernier moment pour faire libérer pour raisons humanitaires, en mars 2010, le père Nguyen Van Ly, victime de deux attaques cérébrales dans sa cellule. Il avait été condamné à huit ans de prison pour avoir lancé le magazine clandestin *Tu do Ngôn luan* (Liberté d'expression). Les animateurs d'une autre publication dissidente, *To Quoc*, auxquels les autorités refusent d'accorder une licence, sont harcelés par la police politique ou des voyous à leurs soldes. Sur ordre de Nong Duc Manh, la police concentre ses attaques sur les écrivains critiques et les blogueurs qui se sont

exprimés sur les mines de bauxite exploitées par une entreprise chinoise. Au total, 20 journalistes et net-citoyens sont incarcérés dans le pays. Pour la seule journée du 20 janvier, 33 années de prison ont été prononcées par les tribunaux contre des voix dissidentes, notamment le jeune blogueur Nguyen Tien Trung et le célèbre avocat Le Cong Dinh. Court-circuitant le Premier ministre et le président, Nong Duc Manh, chef du parti héritier du système mis en place par Ho Chi Minh, a tout pouvoir pour imposer censure et arrestations, au mépris des recommandations de la communauté internationale.

## **EUROPE**

---

### **Azerbaïdjan**

#### **22 - Ilham Aliev**

##### **Président de la République**

Dans un pétro-Etat courtisé par beaucoup de puissances étrangères, l'arrivée au pouvoir, en 2003, d'Ilham Aliev a été soigneusement préparée par son père, Heydar Aliev, dirigeant du pays depuis 1969. En 1999, Ilham Aliev a conduit la liste présidentielle à la victoire et, après le malaise cardiaque de son père en direct à la télévision, en avril 2003, a été nommé Premier ministre, puis élu président. Considéré comme un homme affable, peu taillé pour les dures réalités de la vie politique, Ilham Aliev s'est pourtant illustré comme le digne héritier de son père en traitant l'opposition avec brutalité. Les journaux proches de celle-ci et ceux qui dénoncent la corruption rampante dans le pays sont traités à l'avenant. Les agressions contre des professionnels de la presse sont monnaie courante, ainsi que les condamnations de journalistes à de lourdes peines de prison, à l'instar d'Eynulla Fatullayev. Le directeur de l'hebdomadaire *Realny Azerbaijan* et du quotidien *Gundelik Azerbaijan* a été condamné à deux ans de prison au printemps 2007 pour avoir "insulté le peuple azerbaïdjanais", puis à huit ans et demi à l'automne de la même année, pour menace de terrorisme et évasion fiscale. Il risque aujourd'hui trois ans de détention supplémentaire dans une affaire de drogues (0,22gr) montée de toutes pièces. Une situation que connaissent également deux jeunes blogueurs. Adnan Hadjizadeh et Emin Milli sont emprisonnés depuis le 8 juillet 2009 et ont été condamnés à 2 ans et demi de prison. Leur crime ? Appartenir à des mouvements d'opposition et faire connaître leur position via le Net. Quant à Ilham Aliev, réélu à la tête du pays avec 89 % des suffrages en octobre 2008, il a parachevé son contrôle sur la destinée du pays, puisqu'il n'y a désormais plus de limites au nombre de mandats qu'il peut briguer. Dernière évolution législative des plus intéressantes, des amendements à la loi sur la presse ont été adoptés qui restreignent l'exercice du journalisme en posant des conditions draconiennes à la prise d'images notamment.

### **Bélarus**

#### **23 - Alexandre Loukachenko**

##### **Président de la République**

Depuis son élection à la tête du pays en 1994, Alexandre Loukachenko s'est forgé un CV affligeant. Sa réélection en mars 2006, avec plus de 80 % des voix, illustre fidèlement la poigne de fer avec laquelle cet ancien directeur de sovkhoze (ferme d'Etat) gouverne le pays. La presse indépendante a été quasiment éradiquée. Le monopole d'Etat sur les

moyens d'impression et de distribution permet de couper court à toute velléité des professionnels de l'information de secouer le joug qui pèse sur eux. Parfois, la seule issue est le recours à la clandestinité, figeant la société biélorusse à l'époque soviétique du « samizdat », nom donné à l'édition et à la diffusion clandestines d'ouvrages et d'articles interdits. L'observation des élections législatives du mois de septembre 2008 a mis en lumière combien le contrôle sur les médias avait défavorisé l'opposition et le débat politique. La volonté du Président de "mettre un terme à l'anarchie sur la Toile", citant en exemple le contrôle chinois sur l'Internet, attise les craintes de compter le réseau - espace de liberté sans comparaison – parmi les victimes de la répression. Malgré des concessions limitées (retour de quelques titres interdits dans le circuit officiel de distribution) aux pressions internationales, la mainmise du pouvoir sur l'information demeure très élevée et les médias étrangers peinent toujours à obtenir des accréditations auprès des autorités, ce qui les force à travailler en infraction avec les lois du pays. Tout cela aux portes de l'Union européenne.

## **Espagne**

### **24 – ETA, Organisation terroriste**

Depuis sa création en juillet 1959, l'organisation terroriste basque Euskadi ta Askatasuna (Pays basque et liberté), connue sous l'acronyme ETA, n'a cessé de prendre les journalistes pour cibles, tant en France qu'en Espagne. José María Portell, assassiné en juin 1978, José Javier Uranga, blessé par balles en 1980, José Luis Lopez de Lacalle, assassiné en mai 2000, et Gorka Landaburu, gravement atteint aux mains et au visage par l'explosion d'un colis piégé en 2001, comptent parmi les professionnels de l'information victimes d'attentats de l'organisation séparatiste. Plusieurs dizaines de journalistes espagnols menacés de mort sont toujours contraints de travailler sous protection. Le 31 décembre 2008, l'ETA a manqué de peu un attentat à la bombe contre le siège d'EiTB, la télévision publique basque. Dans un communiqué de presse le 21 janvier 2009, l'organisation terroriste reprochait aux journalistes de faire de fausses déclarations, ceci avec le soutien de "commissaires politiques et des rédacteurs en chef". Pour elle, la chaîne mène une politique "d'apartheid politique" et "se soumet aux ordres de l'Espagne". "Nous n'allons pas dire aux journalistes comment faire leur travail, dit le communiqué. Nous lançons un appel clair aux responsables d'EiTB pour travailler de façon responsable." Menace à peine voilée...

## **Italie**

### **25 - Organisations criminelles mafieuses**

Les commerçants, les entrepreneurs et les magistrats italiens ne sont pas les seules victimes des organisations mafieuses telles que Cosa Nostra, la Camorra, la 'Ndrangheta, et la Sacra Corona Unita. Les journalistes et les écrivains italiens sont, eux aussi, dans leur ligne de mire, dès qu'ils exposent au public leurs agissements. Roberto Saviano, auteur du livre "Gomorra", est contraint de vivre sous protection policière permanente. Au total, une dizaine de journalistes travaillent sous protection policière. Les menaces, les lettres anonymes, les pneus crevés, les voitures incendiées se comptent par centaines. Tous les journalistes écrivant sur les groupes mafieux ont été à un moment ou un autre surveillés. Lirio Abbate, 38 ans, correspondant à Palerme (Sicile), de l'agence de presse *Ansa*, et auteur du livre "Les Complices" (*I Complici*) vit lui aussi sous protection policière permanente. C'est le cas, également, depuis mars 2008, de Rosaria Capacchione. Depuis plus de vingt ans, cette journaliste de 48 ans, qui travaille pour *Il Mattino* (principal quotidien de Naples) couvre et dénonce les crimes de la Camorra et, à l'instar de Roberto Saviano, est

recherchée par le clan des Casalesi. Et leur travail, avec tous les risques qui l'accompagnent, est loin de recevoir le soutien du chef de l'Etat. En décembre 2009, Silvio Berlusconi menaçait d'"étrangler" les auteurs de films et de livres sur la mafia, qui selon lui donnent une mauvaise image de l'Italie.

## **Kazakhstan**

### **26 - Noursoultan Nazarbaïev**

#### **Président de la République**

"Nous sommes en faveur de la liberté d'expression autant qu'une société en transition peut se le permettre." C'est ce qu'avait déclaré Noursoultan Nazarbaïev après sa réélection en 2005. En 2010, alors que le pays est le premier Etat ex-soviétique à prendre la présidence annuelle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Noursoultan Nazarbaïev n'a rien fait pour se débarrasser de son statut de prédateur de la liberté de la presse. Pour protéger sa réputation, le président kazakh a rendu passible de peines de prison toute insulte à son "honneur" et à sa "dignité". Il a également promulgué des amendements draconiens régulant l'enregistrement des médias. L'une de ces dispositions facilite la mise en liquidation judiciaire des journaux et interdit aux professionnels ayant collaboré à un titre frappé de suspension de travailler pendant trois ans. L'Internet n'échappe plus à cet appétit de contrôle, avec l'adoption, en 2009, d'une loi assimilant blogs, plateformes de discussion et autres boutiques à des "médias", soumis au même régime juridique que la presse écrite traditionnelle. Ce qui n'est pas rien, puisque les délits de presse sont passibles de prison. L'année 2010 a d'ailleurs débuté sur les chapeaux de roue avec poursuites et agressions de journalistes à l'envi. A commencer par celle d'Igor Lara. Celui-ci avait couvert la grève des pétroliers de Janaozen (près de 10 000 ouvriers y ont fait grève pendant plus de 19 jours) ainsi que les problèmes liés à l'exploitation nationale et internationale des hydrocarbures, ce qui ne plaisait guère au président du géant gazier. Enfin, les médias continuent de faire les frais des conflits internes au clan Nazarbaïev. Ainsi, la plateforme de blogs la plus populaire du pays avait-elle été fermée en 2008, après que l'ancien gendre du Président, tombé en disgrâce, y avait ouvert son propre journal.

## **Ouzbékistan**

### **27 - Islam Karimov**

#### **Président de la République**

Islam Karimov a fêté l'année dernière ses vingt ans à la tête de l'Ouzbékistan. Réélu en 2007 avec près de 88% des voix, le président a assis au fil des années un pouvoir implacable, réduisant la presse d'opposition au silence en usant de méthodes qui font froid dans le dos : disparitions, internements forcés en hôpital psychiatrique, emprisonnements arbitraires, etc. Accusés de terrorisme, d'extrémisme, traînés devant les tribunaux pour des affaires montées de toutes pièces, les journalistes payent parfois très cher leur travail d'enquête. Une dizaine d'entre eux sont actuellement sous les verrous. En 1999, le chef de l'Etat avait déclaré publiquement : "Je suis prêt à faire sauter les têtes de 200 personnes, à sacrifier leur vie, afin de préserver la paix et le calme dans la République." Omniprésent sur les médias qui lui attribuent tous les mérites, Karimov juge inacceptable une couverture des réalités sociales et économiques du pays. Le sous-développement, la condition de la femme, par exemple, sont des sujets trop loin de l'image de modernité que veut véhiculer le régime pour être tolérés. "Insulte au peuple ouzbek", voici le genre de chef d'inculpation retenu contre la photographe Oumida Akhmedova et le journaliste Khayroullo Khamidov, dans deux affaires séparées,

pour leur traitement du paysage social. Depuis 2005, le travail des médias étrangers est devenu tout simplement impossible. Karimov a récemment reproché aux journalistes de ne pas être assez agressifs : "Il est nécessaire de créer des conditions supplémentaires pour une meilleure couverture de la politique intérieure et internationale par les médias." Discours de façade. En coulisse, le président fait marcher à fond la machine à broyer les libertés.

## **Russie**

### **28 - Vladimir Poutine**

#### **Premier ministre**

Président de la Fédération de Russie entre 2000 et 2008, devenu Premier ministre il y a deux ans, Vladimir Poutine continue de jeter l'ombre de son influence sur le Kremlin. La « verticale du pouvoir », formule qui résume sa politique de reconstruction d'un Etat fort après les années de confusion et de dilution de l'autorité sous Boris Eltsine, a traversé toutes les composantes de la société. La presse n'y a pas échappé. Le mot clef pour cet ancien officier du KGB est « contrôle » : contrôle de l'Etat, des forces économiques et politiques, des enjeux géopolitiques et des médias. Les télévisions nationales parlent d'une seule voix. Les journalistes indépendants et les défenseurs des droits de l'homme, notamment dans le Caucase Nord, travaillent dans des conditions extrêmement dangereuses. En 2009, 5 journalistes ont été assassinés ; 22 depuis 2000. Pour la première fois, le président Medvedev a reconnu l'existence de meurtres politiques. Les Nachi (Les Nôtres), jeune garde patriotique créée en 2005 par le Kremlin, émanation directe de Vladimir Poutine et autres nostalgiques de la Grande Russie, poursuivent en justice les journaux qui critiquent l'Union soviétique ou le pouvoir actuel, quand ils ne lancent pas de véritables chasses à l'homme. En plus d'instrumentaliser des groupes et des institutions, Poutine a distillé un climat, gonflé à bloc le sentiment de fierté nationale qui autorise les exactions contre les esprits libres et indépendants, mettant en place un régime d'impunité qui s'écarte irrésistiblement de l'Etat de droit.

## **Fédération de Russie, république de Tchétchénie**

### **29 - Ramzan Kadyrov**

#### **Président de la République**

Parfois qualifié de "chien de guerre de Vladimir Poutine", Ramzan Kadyrov a en commun avec le Premier ministre russe, le goût de la manière forte et des formules choc. Ce chef incontesté de la République du Caucase, qu'il préside depuis avril 2007, a ramené un semblant de calme dans une région ébranlée par deux guerres. Hélas, cette stabilité de façade se paye au prix fort, par l'instauration d'un régime de non-droit. Les critiques de la politique de ce "Héros de la Russie" (décoration reçue en 2004 des mains de Vladimir Poutine) s'exposent aux pires représailles. Anna Politkovskaïa et Natalia Estemirova, journaliste et défenseure des droits de l'homme, toutes deux ferventes dénonciatrices de la gestion de la "question tchétchène", ne sont plus là pour témoigner. Elles ont été abattues, la première à Moscou en octobre 2006, la seconde en Tchétchénie en juillet 2009. Face aux accusations des défenseurs des droits de l'homme, qui mettent en avant sa responsabilité, R. Kadyrov est catégorique, ce sont "des foutaises, des racontars". En Tchétchénie, en tout cas, la presse marche au pas. Ceux qui survivent dans ce milieu hostile connaissent les règles du jeu, à commencer par la première : ne pas critiquer la politique du président, dont la photo trône dans tous le pays. Comme l'a déclaré lui-même R. Kadyrov, à propos du terrorisme, "[ma] méthode est simple : ceux qui troublent la paix du peuple, il faut les traiter

avec dureté, et même, avec cruauté." Si l'on ajoute que pour lui, "la presse doit être au service de l'unité du peuple tchéchène", le parallèle fait frémir. Reste aux journalistes à vanter les efforts et la dévotion au peuple de R. Kadyrov. Pour s'assurer une allégeance à toute épreuve, ce dernier s'appuie sur la peur et l'argent, qui coule à flots du Kremlin vers Grozny. Il multiplie aussi les titres financés sur le budget de la république afin de faire croire qu'il existe une vie médiatique trépidante et florissante. Tous les titres ne font que reprendre à l'infini la même rengaine. Quant aux journalistes étrangers, ils déforment la vérité et ne disent pas ce qui se passe réellement dans la république. Cela va de soi.

## **Turkmenistan**

### **30 - Gourbangouly Berdymoukhamedov**

#### **Président de la République**

En dépit de déclarations d'intention et de réformes tirant un trait sur les aspects les plus fantasques de l'héritage de son prédécesseur, Gourbangouly Berdymoukhamedov n'a pas fait, c'est le moins que l'on puisse dire, de l'amélioration de la liberté d'expression une des priorités de son mandat. Trois ans après son accession à la tête de l'Etat, et malgré une politique d'ouverture économique tous azimuts, l'ancien ministre de la Santé et dentiste personnel du défunt "Turkmenbachi" critique les médias du pays plus souvent qu'il ne les soutient. Le contrôle absolu exercé par l'Etat sur la presse n'a pas disparu. Et l'ouverture d'une poignée de cafés Internet, à l'accès surveillé et au contenu filtré, ne saurait compenser la mainmise absolue du gouvernement sur la ligne éditoriale de tous les médias. Même les programmes des chaînes russes captées dans le pays sont censurés avant diffusion. Quant aux journalistes et défenseurs des droits de l'homme emprisonnés, dont on ne connaît même pas le nombre exact, ils n'ont pas bénéficié des amnisties de détenus décidées par le chef de l'Etat. Le Turkménistan demeure l'un des Etats les plus répressifs et sa population l'une des plus isolées au monde. Un constat déprimant.

## **MOYEN-ORIENT**

---

### **Arabie saoudite**

#### **31 - Abdallah Ibn Al-Saoud**

##### **Roi**

Sixième monarque d'Arabie saoudite, Abdallah ibn Abdulaziz Al-Saoud, « serviteur des deux saintes mosquées », a accédé au pouvoir en août 2005. Il occupe également le poste de Premier ministre. Sous son autorité, le régime oscille entre répression et ouverture. Il a ainsi fait arrêter des activistes politiques et des journalistes, tout en organisant les premières élections municipales dans le pays. Le maintien de la famille royale des Al-Saoud à la tête de l'Etat et la suprématie de l'idéologie wahhabite passent par un contrôle sans faille sur l'information. Sans cadre juridique protégeant la liberté d'expression, les journalistes saoudiens ne remettent jamais en cause le pouvoir, et l'autocensure est de mise. La lutte contre le terrorisme et l'agitation politique régionale continuent de servir de prétexte pour restreindre les libertés fondamentales. Quant aux journalistes étrangers se rendant dans le pays, ils sont systématiquement accompagnés par des fonctionnaires chargés de rendre compte du contenu de leur travail. Le pays est l'un des plus répressifs envers Internet. En

mars 2007, les autorités ont mis en place une commission spéciale, liée au gouvernement, chargée de filtrer la Toile pour "protéger la société saoudienne" du "terrorisme", de la "fraude", de la "pornographie", de la "diffamation" ou encore de la "violation des valeurs religieuses". Ainsi plus de 400 000 sites actuellement sont bloqués. Loin de s'en cacher, les autorités assument leurs choix de censure. Ce contrôle du Net est révélateur de la volonté d'assurer le maintien de l'ordre social en Arabie saoudite.

## **Iran**

### **32 - Ali Khamenei**

#### **Guide suprême de la République**

L'ayatollah Ali Khamenei, Guide suprême de la République, dirige le pays depuis la mort en 1989 du fondateur de la République islamique, l'ayatollah Khomeini. Depuis plus de vingt ans, Ali Khamenei n'a eu de cesse de vouloir consolider la ligne ultraconservatrice mise en place par son prédécesseur. Il contrôle toutes les institutions politiques du pays.

En tant que Guide suprême, Ali Khamenei est responsable de la répression qui s'est abattue et continue à s'abattre sur les journalistes depuis la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence de la République d'Iran le 12 juin 2009. Par ses discours virulents et enflammés contre les médias ayant des liens avec l'étranger, il a su attiser la colère du pouvoir. C'est avec son accord explicite que la justice iranienne a organisé les procès staliniens qui se sont déroulés en août 2009 et janvier 2010. Ce sont les Gardiens de la Révolution, commandés par Ali Khamenei, qui contrôlent aujourd'hui la section 240 de la prison d'Evin : aucun des noms des personnes incarcérées dans cette partie de la prison, tout comme ceux détenus dans la section 209, gérée par le ministère de l'Intérieur, ne figurent sur les registres. Ces détentions *in communicado* peuvent être qualifiées de violations flagrantes du droit international. Reporters sans frontières accuse Ali Khamenei de crimes contre l'humanité.

## **Iran**

### **33 - Mahmoud Ahmadinejad**

#### **Président de la République**

Depuis la réélection contestée le 12 juin 2009 à la présidence de la République islamique d'Iran, la République islamique d'Iran qui était déjà la plus grande prison du Moyen-Orient est devenue l'une des cinq plus grandes prisons du monde pour les journalistes. Mahmoud Ahmadinejad et son gouvernement se sont lancés dans une campagne de répression musclée à l'encontre des professionnels des médias et des net-citoyens. Plus de cent journalistes ont été arrêtés et près d'une cinquantaine ont été contraints à l'exil. Par ailleurs, quatorze journaux ont été suspendus, et des milliers de pages Internet ont été bloquées. Mahmoud Ahmadinejad, en tant que Président de la République, est responsable de cette répression qu'il a orchestrée avec les Gardiens de la Révolution. Pour la première fois depuis la révolution de 1979, les autorités ont instauré une vérification systématique, par les services de sécurité, du contenu des publications avant leur parution. Avec son gouvernement, et notamment en étroite collaboration avec le ministre des Renseignements et celui de la Culture et de l'Orient islamique placés directement sous sa responsabilité, Mahmoud Ahmadinejad a établi la liste des journalistes qui devaient être arbitrairement arrêtés. C'est lui encore qui a dicté les charges qui vont peser contre eux, qui a mis en place le système d'aveux forcés filmés. Par ailleurs, le gouvernement refuse toujours de mettre fin au monopole d'Etat sur les médias audiovisuels et la possession d'une parabole satellitaire

demeure interdite. Les médias étrangers sont placés sous étroite surveillance et leurs correspondants locaux peuvent se voir retirer leur carte de presse à tout moment. Les organisations internationales obtiennent très rarement l'autorisation de se rendre en Iran.

## **Israël**

### **34 - Les forces de défense israéliennes**

En 2009, l'armée israélienne s'est rendue à nouveau coupable d'exactions contre les professionnels des médias dans les Territoires palestiniens. Pendant l'offensive militaire "Plomb durci" à Gaza, du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009, les autorités israéliennes ont imposé un blocus de la bande de Gaza aux médias étrangers "pour raison de sécurité". Ce verrouillage de Gaza constitue une violation grave de la liberté de la presse. Au cours de ce conflit, l'armée israélienne a visé plusieurs bâtiments abritant des médias. Six journalistes ont été tués, dont deux dans l'exercice de leurs fonctions et une quinzaine ont été blessés. En pleine opération "Plomb durci", Khader Shahine, correspondant de la chaîne de télévision iranienne en arabe *Al-Alam*, et son assistant Mohammed Sarhan, ont été inculpés de "divulgaration d'informations secrètes" et de "transmission d'informations à l'ennemi en temps de guerre." Condamnés à huit mois de prison, dont deux mois ferme, ils ont finalement vu leur peine annulée par la Cour suprême israélienne. De manière générale, les forces de sécurité israéliennes ont une politique arbitraire à l'égard des journalistes et collaborateurs de médias palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. On recense au moins 33 journalistes palestiniens agressés physiquement et blessés par des soldats israéliens au cours de l'année 2009, et déjà plus de 25 depuis le début de l'année 2010. Les exactions commises par l'armée israélienne ne donnent que rarement lieu à des poursuites judiciaires contre les soldats impliqués.

## **Libye**

### **35 - Mouammar Kadhafi**

#### **Chef de l'Etat et Guide de la Révolution**

Depuis l'avènement de la révolution verte en 1969, Mouammar Kadhafi s'est écarté de l'idéologie socialiste originelle. La fin de l'isolement diplomatique du pays a eu des conséquences significatives sur l'économie libyenne, sans pour autant avoir d'effet réel sur la liberté de la presse. Les journalistes ne bénéficient en effet que très lentement de cette décrispation du régime. Dépourvus de toute marge de manœuvre, ils servent avant tout la machine de propagande du chef de l'Etat. Le culte de la personnalité est omniprésent sur les murs du pays, comme dans les médias officiels. Si pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir du colonel Mouammar Kadhafi, des médias non gouvernementaux avaient été autorisés en 2007, ils restaient contrôlés par la société Al-Ghad de Seif al-Islam Kadhafi, un des trois fils de Mouammar Kadhafi, avant d'être soit nationalisés, soit interdits de publication entre juin 2009 et janvier 2010. Le pluralisme de l'information reste donc toujours un mirage, malgré l'autorisation accordée, en février 2009, à quatre-vingt-dix journaux et publications arabes et étrangers après 25 ans d'interdiction. Depuis janvier 2010, une campagne de censure d'Internet vise les sites d'opposition. Par ailleurs, les médias étrangers sont placés sous surveillance et leurs représentants obtiennent difficilement des visas.

## **Syrie**

### **36 - Bachar Al-Assad**

#### **Président de la République**

Unique candidat à sa succession, Bachar el-Assad a été reconduit à la tête du pays en 2007 avec plus de 97% des voix. Au pouvoir depuis juillet 2000, le président syrien refuse toujours de faire des compromis, en maintenant notamment l'état d'urgence, en vigueur depuis 1963. Les réformes démocratiques longtemps attendues, telles que la loi autorisant la création de partis politiques et la révision du code de la presse, sont restées au point mort. Si les dernières années ont vu le nombre de médias augmenter, le pluralisme n'est cependant pas au goût du jour. Le parti Baas conserve une mainmise totale sur les médias. Le retour de la Syrie sur la scène internationale en 2008 n'a pas changé la donne. Au cours de la seconde moitié de l'année 2009, les autorités ont procédé à une vague de convocations et d'arrestations de journalistes. Nombre d'entre eux ont été interrogés sur le contenu de leurs articles considérés comme "portant atteinte à la nation" ou menaçant "la sécurité de l'Etat". En septembre 2009, le bureau du Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression a été mis sous scellés. Au moins quatre journalistes ont été arrêtés, mais rares sont ceux qui osent témoigner, même anonymement. La Toile est loin d'être épargnée par la censure : plus de 200 sites sont aujourd'hui inaccessibles. En 2005, le ministère de l'Information avait entrepris de refondre le code de la presse en y incluant Internet et, depuis 2007, une loi oblige les gérants de cybercafés à enregistrer tous les commentaires publiés par leurs clients sur des forums de discussion. En septembre 2008, une équipe de Reporters sans frontières s'est vu refuser l'accès au territoire syrien. Le ministre de l'Information syrien a alors déclaré : "Ils n'obtiendront jamais de visa".

## **Territoires palestiniens**

### **37 - La Force exécutive, branche armée du Hamas**

Depuis la prise du pouvoir par le Hamas dans la bande de Gaza en juin 2007, les professionnels des médias souffrent de la lutte pour le pouvoir que se livrent Fatah et Hamas dans les Territoires palestiniens. Les journalistes en font quotidiennement les frais. Une fracture nette s'est opérée entre les médias. Depuis juin 2007, le gouvernement du Hamas a confirmé sa volonté de contrôler les médias à Gaza, mettant en péril la liberté de la presse. Suite à la dissolution de la branche gazaouite du Syndicat des journalistes palestiniens, il a mis en place un nouveau système d'accréditation auquel doivent se soumettre l'ensemble des sociétés de télécommunication, de distribution d'Internet, ainsi que les médias audiovisuels et les agences de presse basés dans la bande de Gaza. Par ailleurs, le gouvernement du Hamas applique la loi de 1996 prévoyant des peines de prison pour toute publication d'information pouvant mettre en danger « l'unité nationale ». Pendant et après l'opération « Plomb durci » de l'armée israélienne, les forces de sécurité du gouvernement du Hamas ont entravé le travail des journalistes, leur interdisant l'accès à certaines parties de la bande de Gaza. Certains journalistes ont subi de fortes pressions pour qu'aucune information critique à l'égard du Hamas ne soit ouvertement formulée. Intimidations, agressions, arrestations arbitraires et détentions abusives sont monnaie courante de la part de membres de la Force exécutive, branche armée du mouvement. Ainsi, plus d'une vingtaine de professionnels des médias ont été arrêtés, en 2009, par les services de sécurité du ministère de l'Intérieur du Hamas, interrogés notamment sur leurs liens avec le Fatah et le « gouvernement de Ramallah ». Ces mesures coercitives contraignent les journalistes palestiniens à l'autocensure, et contribuent à retarder le retour des correspondants étrangers, qui ont déserté la bande de Gaza depuis l'enlèvement du journaliste britannique Alan Johnston le 12 mars 2007. L'absence d'accord entre le Fatah et le Hamas pour

organiser des élections présidentielle et législatives en 2010 risque de pérenniser cette situation.

## **Territoires palestiniens**

### **38 - Les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne**

Depuis la prise du pouvoir par le Hamas dans la bande de Gaza en juin 2007, les professionnels des médias souffrent de la lutte pour le pouvoir que se livrent le Fatah et le Hamas dans les Territoires palestiniens. Les journalistes en font quotidiennement les frais. Une fracture nette s'est opérée entre, d'un côté, les médias proches de l'Autorité palestinienne et, de l'autre, ceux liés au Hamas. Les interpellations de journalistes sont devenues un moyen de régler des comptes. Et personne n'est à l'abri. L'absence d'accord entre le Fatah et le Hamas pour organiser des élections présidentielle et législatives en 2010 risque de pérenniser cette situation. En Cisjordanie, les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne sous le contrôle du président Mahmoud Abbas sont responsables de nombreuses arrestations arbitraires de journalistes proches du Hamas, parti au pouvoir dans la bande de Gaza. Ainsi, pour la seule année 2009, une quarantaine de professionnels des médias travaillant principalement pour *Al-Aqsa TV*, une chaîne de télévision financée par le Hamas, ont été arrêtés en Cisjordanie par la sécurité préventive ou les services de renseignements, et questionnés sur leur travail, les sources de financement de leur média, leurs relations avec les responsables officiels du gouvernement du Hamas. Le 16 février 2010, Tareq Abu Zayd, correspondant de la chaîne de télévision *Al-Aqsa* à Naplouse (nord de la Cisjordanie), a été condamné à 18 mois de prison en raison de ses activités professionnelles au sein de la chaîne.

## **Tunisie**

### **39 - Zine el-Abidine Ben Ali Président de la République**

Depuis son arrivée au pouvoir en 1987, Zine el-Abidine Ben Ali contrôle le pays et les médias d'une main de fer. Sa réélection en octobre 2009 pour un cinquième mandat de cinq ans a conduit à un rétrécissement du champ des libertés.

Au début de son quatrième mandat en 2004, le président Ben Ali avait pourtant déclaré vouloir poursuivre son action "en vue d'encourager le pluralisme dans le paysage médiatique, (...) en élargissant les espaces de dialogue, en impulsant l'initiative privée dans le secteur de l'information, et en améliorant les conditions de travail et la situation des journalistes".

Mais sous la "douce dictature" de Ben Ali, les journalistes indépendants et les défenseurs des droits de l'homme sont soumis à un véritable harcèlement administratif quotidien, à des violences policières et à une surveillance quasi permanente des services de renseignements. Le 24 octobre 2009, à la veille de sa réélection, Zine el-Abidine Ben Ali a d'ailleurs averti ses détracteurs : "La loi sera appliquée contre quiconque émettra des accusations ou des doutes concernant l'intégrité de l'opération électorale, sans fournir de preuves concrètes". Les hommes de main du régime n'ont pas tardé à mettre ces menaces à exécution. Au moins dix journalistes indépendants ont été victimes de représailles sans précédent. Le pouvoir n'hésite pas à monter des affaires pour emprisonner ceux qui le gênent. Le contrôle d'Internet s'est considérablement renforcé. En outre, au cours de leurs déplacements professionnels en Tunisie, les journalistes étrangers sont constamment accompagnés d'un fonctionnaire de l'Agence tunisienne de communication extérieure. Le

contrôle de l'information prend une forme quasi obsessionnelle dans ce régime autoritaire. Toutefois, le président tunisien, allié des Occidentaux dans leur lutte contre le terrorisme, bénéficie d'une grande mansuétude de la part des organismes internationaux.

## **YEMEN**

### **40 - Ali Abdallah Saleh**

#### **Président de la République**

Avant de prendre la tête du Yémen unifié en 1990, Ali Abdallah Saleh gouvernait déjà la République arabe du Yémen du Nord depuis 1978. Les médias du pays sont contrôlés d'une main de fer. En 2009, les autorités ont renforcé leur mainmise, afin d'imposer un black-out médiatique sur les offensives militaires dans le nord et le sud du pays. Par ailleurs, elles usent et abusent des notions évasives et subjectives figurant dans le code de la presse de 1990, telles que les atteintes à la "sécurité nationale", à "l'unité nationale", ou aux "relations extérieures" du pays, pour museler les journalistes. Depuis mai 2009, de nombreux journalistes et net-citoyens ont été arrêtés, voire kidnappés, avant d'être condamnés à des peines de prison ferme, assorties souvent d'une interdiction archaïque d'écrire. Huit journaux indépendants accusés de "séparatisme" ont également été interdits de publication. Par ailleurs, Internet n'est pas en reste. Un tribunal spécialisé dans les délits de la presse a été mis en place, sorte de pierre angulaire du système de répression.